

Offre de doctorat en sociologie/science politique sur les Gilets jaunes (Thèse Cifre)

Sujet de la thèse : L’ancrage territorial du mouvement des Gilets jaunes

Encadrement scientifique : co-direction scientifique Antoine Bernard de Raymond (INRAE, GREThA, Université de Bordeaux), Magali Della Sudda (CNRS, Centre Émile Durkheim, IEP Bordeaux)

Encadrement Cifre : Christophe Lepage et Didier Spitz Centre National de la Fonction Publique territoriale, service de la prospective (Paris).

Contexte. Le mouvement des Gilets jaunes, débuté le 17 novembre 2018, constitue un événement marquant dans l’histoire politique de la France, pour plusieurs raisons. Les profils sociaux des participantes et participants, leurs modes d’actions ou encore leurs revendications singularisent en effet fortement le mouvement par rapports à d’autres mouvements sociaux contemporains. En outre, le mouvement des Gilets jaunes, dont la cause immédiate a été l’augmentation d’une taxe sur les carburants automobiles, a mis en exergue la question de l’ancrage territorial des différentes classes sociales, et du rôle central des mobilités dans la construction des modes de vie. Ce mouvement a ainsi fait surgir la question de la politisation des espaces périurbains et ruraux.

Objectif. Cette thèse en Cifre au sein du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) vise à étudier les enjeux territoriaux du mouvement des Gilets jaunes. Il s’agit ici d’identifier dans toute leur diversité les territoires où ce mouvement a été prégnant et d’en saisir les caractéristiques, d’étudier les propriétés sociales et les modes de vie des participantes et participants ainsi que leurs attentes, et enfin de comprendre les formes de politisation spécifiques. Ce travail de doctorat doit interroger le rôle des inscriptions territoriales des individus dans leur participation au mouvement, l’ancrage dans un espace spécifique de la mobilisation proprement dite, et réciproquement questionner la manière dont la dynamique du mouvement transforme leur rapport au territoire et plus généralement met en question les politiques publiques dans les territoires où s’est déployé le mouvement.

Cette problématique de recherche se double d’une ambition pragmatique qui fait l’originalité du projet : il interroge les politiques publiques et l’action des collectivités territoriales, mettant l’interaction entre les collectivités et les publics auxquelles elles s’adressent au cœur de la réflexion.

Organisation des travaux et moyens mis à disposition du/de la doctorant.e

La personne en doctorat devra mener une enquête approfondie auprès des personnes s’étant mobilisés dans le cadre du mouvement des Gilets jaunes, aussi bien à l’aide de méthodes qualitatives que quantitatives (entretiens, observations, exploitation secondaire d’une enquête par questionnaire *in situ* auprès des participants au mouvement). Il ou elle devra en outre enquêter auprès des acteurs publics concernés par cette mobilisation. Ce travail de thèse implique notamment une comparaison entre différents territoires où s’est déroulée la mobilisation des Gilets jaunes.

2. Accueil et encadrement

L'encadrement scientifique de la personne est prévu dans deux unités mixtes de recherches, le GRETHA (UMR5113) et le Centre Émile Durkheim (CED UMR5116) – spécialisé en sociologie et science politique comparées (basé à Bordeaux).

L'intégration au CNFPT : Le (La) doctorant(e) sera intégré(e) au fonctionnement de la direction et du service de la prospective (basé à Paris). Dans ce cadre, et au même titre que les chefs de projet, elle/il sera notamment associé aux diverses réunions de direction et de service, aux réunions de travail portant réflexion et avis sur la conduite des études, à la production éventuelle de note technique et d'aide à la décision.

3. Expérience et compétences requises

- Diplôme de Master (ou équivalent) dans l'une des disciplines suivantes : anthropologie, géographie, science politique, sociologie.
- D'un point de vue méthodologique, la personne candidate doit être capable de mener une enquête sociologique par entretiens et méthodes ethnographiques
- Des compétences en sociologie quantitative sont nécessaires au traitement des bases de données.
- Des compétences en cartographie et en SIG seraient appréciées.
- Très bonne maîtrise du français et de l'anglais en vue de communications scientifiques, articles scientifiques et rapports institutionnels (français).

Type de contrat : Thèse en Cifre au Centre national de la fonction publique territoriale.

Durée : CDD 36 mois.

Rémunération : Allocation doctorale **1684,93 bruts**/ mois (selon le cadre fixé par le ministère).

Modalités de candidature : Les personnes intéressées doivent envoyer par courrier électronique à Antoine Bernard de Raymond (antoine.deraymond@inrae.fr) et Magali Della Sudda (magali.dellasudda@sciencespobordeaux.fr) les pièces suivantes :

- Un Curriculum Vitae détaillé.
- Une lettre de motivation expliquant l'adéquation entre leur profil et le sujet de la thèse (2 pages maximum, Times New roman 12).

Processus de sélection :

Date limite pour l'envoi des candidatures : le **lundi 15 mars**.

Sélection des personnes auditionnées : le **lundi 30 mars 2020**.

Après évaluation des dossiers, les personnes pré-sélectionnées seront auditionnées durant 30 minutes (10 minutes de présentation et 20 minutes d'échanges) en visioconférence selon des modalités précisées ultérieurement.

Auditions prévues la **semaine du 26 avril**.

Date de prise de fonction : 01 septembre 2021.